

La désintégration de la cohésion sociale

Olivier Passet, *Xerfi*, 31 janvier 2020

 [xerficanal.com/economie/emission/Olivier-Passet-La-desintegration-de-la-cohesion-sociale_3748273.html](https://www.xerficanal.com/economie/emission/Olivier-Passet-La-desintegration-de-la-cohesion-sociale_3748273.html)

Face à la montée de la crise sociale, la thèse de la montée des inégalités est celle qui aujourd'hui rallie le plus largement. Elle n'est pourtant pas aussi évidente. Au plan mondial, il y a la fameuse courbe de l'éléphant de Milanovic qui pointe le déclassement relatif des populations riches (sans être hyper riches). Qui recouvre en fait, à ce niveau mondial d'observation, les classes moyennes des pays avancés. Mais ne fait que surligner le fait que les économies avancées ont perdu leur pouvoir de captation de la valeur et de prédation des ressources au détriment des économies moins développées. Et puis il y a toutes les variantes autour des travaux de Thomas Piketty qui soulignent l'envolée d'un groupe très particulier et très restreint d'hyper-riches. Mais qui aboutit à des constats différenciés et peu tranchés pour le reste de la population selon les pays. La dislocation du corps social par le jeu des inégalités est du coup très contestable, le malaise social commun à toutes les économies étant loin d'être indexé sur les indicateurs d'inégalités.

Les catégories sociales volent en éclat

Le récent ouvrage d'Emmanuel Todd est très édifiant de ce point de vue. Il surligne plutôt, en phase avec Jérôme Fourquet, un syndrome de fragmentation sociale, plus généralisable à l'ensemble des économies avancées finalement, que celui de la montée des inégalités. Nos anciens grands clivages paysans / ouvriers / employés / commerçants-artistes / cadres / professions intellectuelles / dirigeants, deviennent des catégories de segmentation de moins en moins éclairantes. Ces catégories renvoyaient implicitement à une hiérarchie sociale, de subordination et de revenus. Mais aussi à une représentation positive de l'utilité et de la mobilité sociale :

- l'ouvrier subordonné, ou le petit artisan, fabrique. Il est au cœur de la production ;
- celui qui dirige, ou travaille en indépendant, est mieux rémunéré en contrepartie d'une prise de risque ;
- les professions intellectuelles, avec l'enseignant en figure de proue, sont moins bien rémunérées, mais elles sont au cœur de la mobilité sociale et du progrès technique ;

Or cette narration identitaire vole en éclat ainsi que les projections d'ascension. Elles se disloquent sur plusieurs fronts.

Le déclassement des professions

L'observation de ces groupes sur longue période met en exergue plusieurs phénomènes :

1. Le grand magma des professions intermédiaires — dont les deux-tiers occupent effectivement une position entre les cadres et les agents d'exécution (le tiers restant étant constitué du bataillon des instituteurs, infirmières, assistantes sociales, etc.) — a vu sa part considérablement augmenter, brouillant les représentations simplifiées du corps social.
2. Le déclin marqué de la catégorie des employés qualifiés ou des ouvriers qualifiés est symptomatique de la disparition des échelons de l'ascenseur social, accessibles par l'expérience et l'ancienneté. Changer de catégorie impose une reconversion.
3. Le phénomène de polarisation des emplois en haut et en bas de l'échelle des revenus, que mettent à jour de nombreuses études, montre qu'il y a une discordance de plus en plus forte entre la catégorie à laquelle on appartient et la promesse de revenus qui y est associée. La part des professions à bas revenus augmente, alors que la proportion des ouvriers employés (qualifiés ou non) diminue. Ce qui signifie que l'appartenance à la catégorie « bas revenus » mord de plus en plus sur les professions intermédiaires. Les professions intermédiaires *a contrario* se développent, alors que la catégorie des revenus intermédiaires tend à diminuer.

Tout cela montre qu'il y a bien un phénomène de déclassement des professions. Les promesses adossées à l'appartenance à un groupe social vacillent de tous les côtés, aussi bien en termes de revenus que de représentations.

Baisse généralisée des niveaux de vie

Le malaise social diffus, et le soutien qu'apporte la majorité passive aux mouvements de contestation, nous oblige effectivement à prendre au sérieux l'idée émise par Emmanuel Todd d'une baisse généralisée des niveaux de vie depuis une à deux décennies, qui atteint toutes les catégories. Pour la comprendre, il faut en effet prendre toute la mesure du phénomène des dépenses contraintes. Ce que ne fait pas à ce jour l'indicateur Insee. Le poids des dépenses de logement, ce sont les loyers, les dépenses d'entretien, d'énergie, etc. Mais c'est surtout le poids du remboursement d'un actif dont le prix représentait 2,5 années de revenus jusqu'en 2000, alors qu'il en représente 4,5 aujourd'hui. C'est considérable. Ce sont aussi les dépenses croissantes de santé et d'éducation de générations qui sont prises en étau entre deux types de dépendance (jeunes et seniors). C'est un étouffoir qui fait que l'on accède de plus en plus tard à l'achat de son logement ou de sa voiture (55 ans aujourd'hui contre moins de 43 ans

dans les années 90 pour une voiture neuve). C'est le fait que toute une série de dépenses attenantes aux communications, à l'informatique, tarifient une qualité et des usages que nous sous-utilisons sans les choisir véritablement.

Pour prendre toute la mesure du malaise sociale, il faut en effet additionner ces deux syndromes 1) de baisse généralisée des niveaux de vie perçus et 2) de déclassement insidieux et diffus des positions à l'intérieur des groupes sociaux. Des phénomènes que les moyennes écrasent.